



DANEMARK – MALI

DOCUMENT DE POLITIQUE PAYS

2016-2021

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION : MALI – LE LIEN ENTRE SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT	3
2	LA VISION : UN MALI STABLE JOUISSANT D'UNE PAIX ET D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLES	5
3	LE DANEMARK AU MALI – INSTRUMENTS, PARTENAIRES CLÉS ET RÉSULTATS	7
4	CONTEXTE NATIONAL	9
5	OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PARTENARIAT ENTRE LE DANEMARK ET LE MALI	12
6	RISQUES ET SCÉNARIOS	15
7	SUIVI ET ÉVALUATION	17
	ANNEXE 1 DONNÉES CLÉS	18
	ANNEXE 2 LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT BILATÉRALE DU DANEMARK AU MALI	20
	ANNEXE 3 APERÇU DES PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES OMD AU MALI	21

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CÉDÉAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
EUCAP	Mission de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne au Mali
EUTM	Mission de formation de l'Union européenne au Mali
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
NU	Nations unies
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisations non gouvernementales
RCSNU	Résolution du Conseil de sécurité des Nations unies
UA	Union africaine
UE	Union européenne

1

INTRODUCTION : MALI – LE LIEN ENTRE SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT

Le Mali et la région du Sahel ont acquis une importance stratégique accrue pour la politique étrangère et les intérêts en matière de sécurité du Danemark et de l'Union européenne.

Le conflit au Mali est étroitement lié à l'ensemble de la région qui couvre le Maghreb, le Sahara et le Sahel. Après l'effondrement de la Libye, le Sahel n'est plus qu'à une frontière de l'Europe. La combinaison entre, d'une part, des États fragiles n'ayant qu'un contrôle limité sur des territoires et des frontières très étendus et, d'autre part, le vide de pouvoir en Libye ont élargi le terrain de jeu des rebelles, de la criminalité transnationale organisée, de l'extrémisme violent et du terrorisme. Le contrôle limité des frontières entraîne une augmentation des mouvements migratoires irréguliers, par exemple vers l'Europe, alimentés par une pauvreté généralisée et un nombre considérable de jeunes à la recherche d'opportunités et de travail. Depuis 2012, le Conseil de sécurité des Nations unies a exprimé à maintes reprises que la situation au Mali constitue une menace pour la paix et la sécurité mondiales.

Le Mali a été l'épicentre de la crise actuelle au Sahel en 2012, lorsqu'un soulèvement touareg a entraîné la prise de contrôle de la partie Nord du pays par des groupes extrémistes violents, coïncidant avec un coup d'État militaire dans la capitale Bamako. Les groupes ont été refoulés grâce à l'intervention militaire Serval, menée sous commandement français et soutenue, entre autres, par le Danemark. Compte tenu de l'impact potentiel dans la région et au-delà, la crise malienne a suscité une réaction internationale sans précédent, sur le plan politique, militaire et de l'aide au développement.

Le Mali se remet lentement de la crise. La démocratie a été restaurée après les élections présidentielles et législatives de 2013 et le pays s'est vu offrir une opportunité historique pour la paix lorsque le gouvernement malien et les deux coalitions de groupes armés ont signé, en mai et juin 2015, l'accord d'Alger pour la paix sous l'égide de la communauté internationale.

La situation demeure toutefois fragile. Alors que les structures de l'État sont en place dans la partie Sud du pays, de grandes zones du Nord échappent encore au contrôle de l'État et, à de rares – mais notables – exceptions près, les affrontements les plus récents se sont surtout déroulés dans le Nord. L'application de cet accord de paix complexe sera un sérieux défi, et il faut s'attendre à ce que les extrémistes violents et le crime organisé continuent à attiser le conflit.

Confronté à une insécurité importante et figurant parmi les pays les plus pauvres et les moins développés de la planète, **une résolution durable de la crise passe par une reconnaissance de l'interdépendance entre sécurité et développement.** Tout comme la paix et la sécurité sont des conditions préalables immédiates à une bonne gouvernance, la prestation efficace de services, la gouvernance démocratique et inclusive et la croissance économique sont des conditions préalables à long terme pour une réduction de la pauvreté et une paix durables.

C'est dans l'intérêt stratégique du Danemark de poursuivre sa contribution à la stabilisation et au développement du Mali à travers un engagement large et concerté. Le Danemark est un partenaire de confiance au Mali et a réagi à la crise malienne en faisant preuve de souplesse et d'engagement afin de remettre le pays sur les rails du développement démocratique. À cet égard, le Danemark a combiné tous les instruments disponibles de manière concertée.

Ce document stratégique présente une analyse du contexte politique, social et économique au Mali et, sur cette base, avance trois objectifs stratégiques qui sous-tendent le futur partenariat dano-malien, à savoir : 1) la coexistence pacifique, la stabilité et la sécurité ; 2) la gouvernance démocratique et inclusive ; et 3) la croissance économique inclusive et durable. Le document sera utilisé à titre d'orientation et à des fins stratégiques pour le partenariat dano-malien, y compris la coopération au développement bilatérale.

2

LA VISION : UN MALI STABLE JOUISSANT D'UNE PAIX ET D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLES

La vision globale du partenariat entre le Danemark et le Mali vise à faire en sorte que le peuple malien jouisse d'une paix durable et d'une réduction de la pauvreté, reposant sur la gouvernance inclusive et légitime et le respect des droits de l'homme.

Pour concrétiser cette vision, **le Danemark étendra et consolidera son partenariat global, intégré et solide avec le Mali sur la base de trois objectifs stratégiques qui se renforcent mutuellement** et sont conformes aux documents clés en matière de stratégie et de développement du Mali. Il s'agit notamment de l'accord d'Alger pour la paix, des priorités stratégiques danoises liées à la lutte contre la pauvreté et la fragilité et l'immigration irrégulière, et de la promotion de la croissance économique, ainsi que des documents et programmes stratégiques clés de l'UE relatifs au Mali et au Sahel :

1. Promotion de la coexistence pacifique, ainsi que de la stabilité et de la sécurité
2. Renforcement de la gouvernance démocratique et inclusive
3. Augmentation de la croissance économique inclusive et durable

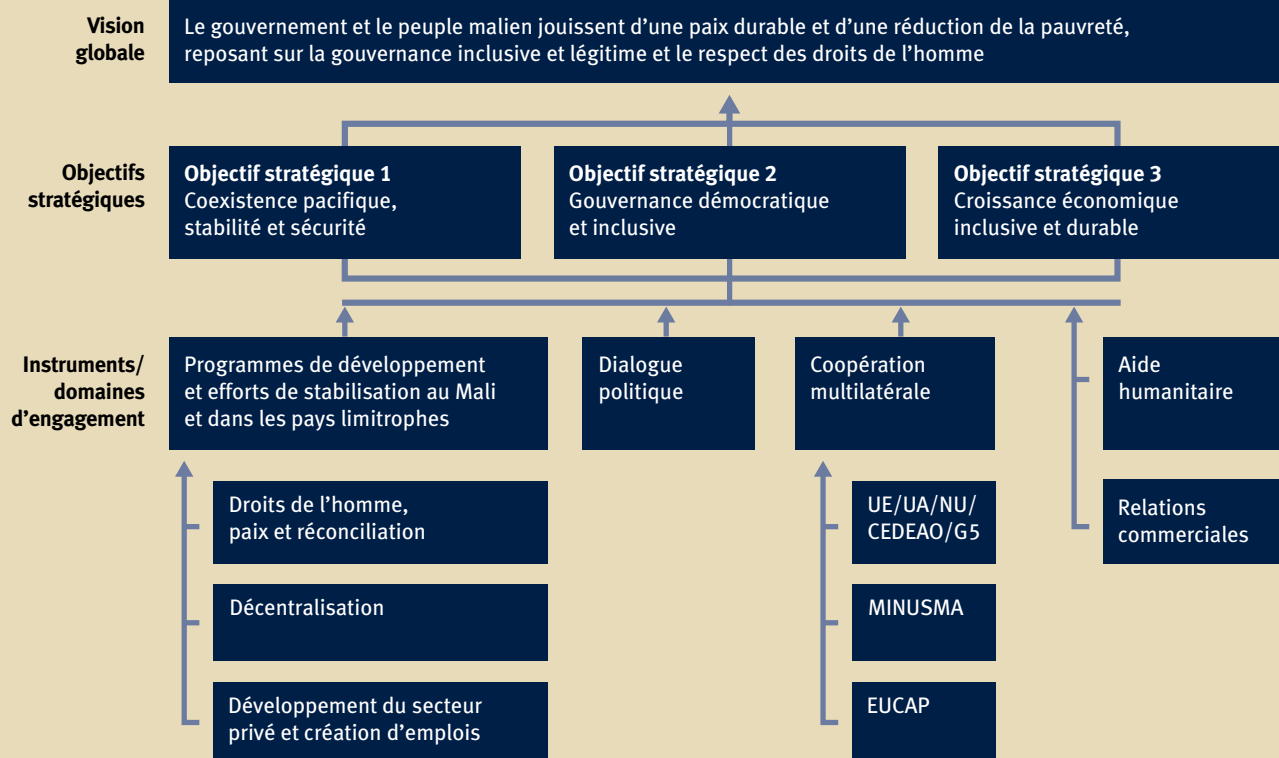
En reconnaissant l'interdépendance des progrès politiques, sécuritaires, sociaux et économiques, l'engagement danois dans les régions fragiles et touchées par le conflit est basé sur une **'approche intégrée pour la stabilisation'**. Cette approche imprimera une orientation stratégique à la réalisation de la vision globale. Il s'agit d'une approche concertée sensible au conflit qui se fonde sur les expériences du Danemark dans des situations similaires. Elle nous permettra d'assurer une utilisation

efficace et équilibrée des instruments disponibles, parmi lesquels figure une coopération au développement prenant en compte la cohésion du pays. L'approche servira à garantir la cohérence de la politique et des stratégies concertées dans une perspective régionale, lorsque cela s'avèrera opportun, tout en préservant l'indépendance, la neutralité et l'impartialité de l'aide humanitaire. L'approche portera, notamment sur les moteurs sous-jacents essentiels du conflit, la migration irrégulière et forcée et l'extrémisme violent, dans le contexte du Mali.

Dans la poursuite de cette vision, **un large éventail d'instruments diplomatiques, politiques, militaires, humanitaires et commerciaux sera appliqué, de même qu'une coopération au développement bilatérale, régionale et multilatérale sera utilisée** pour chaque objectif stratégique. Plusieurs instruments seront appliqués simultanément et de manière souple, en exploitant les synergies entre ces mêmes instruments. L'objectif sera de veiller à ce que nos relations restent continuellement pertinentes et efficaces dans une situation où la dynamique nationale et régionale est changeante. Parallèlement, nous forgerons un partenariat dans lequel le Mali et le Danemark continueront à poursuivre des agendas politiques communs à l'échelle internationale et régionale, comme cela a été le cas, par exemple, dans la lutte contre l'extrémisme violent.

Le Danemark reste attaché aux droits de l'homme et à l'égalité des sexes dans toutes ses dimensions. En collaborant avec des partenaires de même sensibilité, le Danemark va affirmer son influence politique pour assurer la protection et la promotion des droits de l'homme et, en particulier les droits des filles et des femmes. Pour s'attaquer aux causes profondes de la crise malienne de manière globale, le Danemark **appliquera l'approche basée sur les droits de l'homme**, en se fixant comme lignes directrices la non-discrimination, la participation et l'inclusion, la transparence et la redevabilité, depuis l'analyse initiale jusqu'à l'évaluation finale.

PARTENARIAT STRATÉGIQUE ENTRE LE DANEMARK ET LE MALI



Le partenariat de développement conclu entre le Danemark et le Mali sera basé sur les **principes stratégiques** suivants :

- Le Danemark appliquera et prônera une **démarche de transformation à long terme** axée sur des progrès continus pour atteindre la vision **ainsi qu'un engagement à long terme et une approche flexible** pour être capable de s'adapter à des changements de situation.
- Pour contribuer simultanément au développement des capacités et à l'instauration de relations de confiance entre la population malienne et son gouvernement au niveau local et central, le Danemark envisage d'adopter une **combinaison équilibrée d'approches ascendante et descendante**.
- En vue d'obtenir des résultats durables, le Danemark œuvrera pour **l'intégration des résultats et des mesures de redevabilité dans les systèmes de suivi et d'évaluation**.
- En reconnaissant que les risques font partie intégrante du contexte malien, le Danemark **abordera et gèrera ces risques de façon ouverte et transparente**, et communiquera sur les relations entre les risques et les résultats.

3

LE DANEMARK AU MALI – INSTRUMENTS, PARTENAIRES CLÉS ET RÉSULTATS

Le Danemark a mis sur pied il y a longtemps un vaste partenariat avec le Mali basé sur une large variété d'instruments : depuis les efforts actifs sur la scène diplomatique et politique jusqu'à l'aide humanitaire, en passant par les contributions militaires, la coopération au développement à long terme et les initiatives régionales de stabilisation (cf. encadré 1). L'engagement actif du Danemark au Burkina Faso et au Niger, pays limitrophes du Mali, ainsi que les activités danoises en Afrique du Nord (en particulier en Libye), ont également une incidence importante sur la situation au Mali et au Sahel.

Les efforts du Danemark s'inscrivent dans un engagement international concerté au Mali. À cet égard, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), constituée en avril 2013, est un partenaire clé. Selon la RCSNU 2227 (2015), la MINUSMA est notamment mandatée pour protéger les civils, surveiller et superviser les dispositions du cessez-le-feu et appuyer la mise en œuvre de l'accord de paix entre les parties maliennes. L'UE est également un partenaire clé, en tant que principal donateur et dispensateur de formations aux forces maliennes de sécurité. Un certain nombre d'États membres de l'UE sont fortement engagés au Mali, en particulier la France.

Le Danemark coopérera et s'accordera avec d'autres partenaires internationaux au Mali et cherchera, si possible, à établir des synergies. Le Danemark s'efforcera d'influencer des partenaires multilatéraux, comme l'UE, la Banque mondiale et les organisations des Nations unies, dans la lignée des principes du présent document et poursuivra ses partenariats avec les ONG danoises. Les partenariats danois seront conformes à l'Objectif 17 de l'Agenda 2030 pour le développement durable des Nations unies, à savoir **« Revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable »**.

Depuis des décennies, le Danemark est engagé au **Mali, qui est devenu en 2006 un pays prioritaire pour l'aide au développement à long terme** accordée par le Danemark. Le Danemark est un pionnier du développement du secteur privé et est considéré comme un partenaire fiable, novateur et flexible, un ardent défenseur des droits de l'homme (y compris ceux des femmes) et un acteur énergique du processus de paix et de réconciliation.

ENCADRÉ 1 LA BOÎTE À OUTILS – LE LARGE ENGAGEMENT DU DANEMARK AU MALI

- Efforts énergiques sur la scène diplomatique et politique de manière bilatérale et dans les instances internationales, notamment au sein de l'UE
- Coopération au développement bilatérale à long terme avec le Mali
- Contributions militaires et civiles à la MINUSMA
- Aide humanitaire au Mali et aux réfugiés maliens dans les pays limitrophes
- Fonds pour le climat au Sahel
- Diplomatie économique

Malgré un contexte difficile, le partenariat du Danemark avec le Mali a donné de bons résultats avec une utilisation efficace d'un large éventail d'instruments (cf. encadré 2). Aussi bien pendant qu'après le coup d'État, le Danemark a réussi à adapter rapidement la coopération au développement en fonction de l'évolution de la situation, par une restructuration des engagements du Danemark en matière de développement, en passant de relations directes avec le gouvernement à une collaboration avec les organismes paraétatiques, ainsi que les institutions internationales et les organisations de la société civile malienne et internationale.

La réorganisation a permis au Danemark de rester au Mali en traversant la crise comme un des quelques partenaires actifs dans le développement et en jouant son rôle de restauration de la sécurité et de la démocratie constitutionnelle. Le futur partenariat dano-malien reposera sur les enseignements tirés et les résultats obtenus depuis 2010.

ENCADRÉ 2 LE DANEMARK AU MALI – APERÇU DES RÉSULTATS

Le Danemark a contribué à :

- Créer 1 061 entreprises de petite taille assurant la pérennité de 5 924 emplois existants et la création de 1 127 nouveaux postes, dont 40% sont occupés par des femmes (2008-2013).
- Garantir l'accès à l'eau potable à 500 000 Maliens (2014-2015).
- Installer des latrines et introduire la formation hygiénique dans 1 073 villages (2014-2015).
- Créer des installations sanitaires dans 579 écoles (2014-2015)
- Faire en sorte que 4 500 Maliens mènent une recherche action participative en profondeur, déterminent et priorisent les obstacles et les solutions pour la paix au Mali avec une forte appropriation malienne et un large consensus (2014-2015).
- Participation d'acteurs clés – parmi lesquels le gouvernement, l'armée, les groupes armés dans le Nord et des représentants de la société civile – au processus de paix à travers 123 séances de dialogue et 183 débats à la radio (2014-2015).
- Permettre à 147 membres du Parlement malien d'acquérir une compréhension des mesures visant à prévenir la corruption, renforcer la responsabilisation et assurer la transparence dans les affaires publiques (2014-2015).
- Permettre aux membres des groupes vulnérables et aux victimes de la violence sexiste d'avoir accès à la justice grâce à 2 146 consultations (2014).
- Protéger la part du budget national allouée pour garantir un accès égal aux services sociaux et éviter qu'elle tombe en-dessous de 32% (2014).
- Apporter une aide humanitaire aux personnes dans le besoin, notamment en informant 80 000 personnes du danger des munitions non explosées et des armes de poing (2014).

4 CONTEXTE NATIONAL

LA PAIX À PORTÉE DE MAIN

Le Mali est situé dans la région du Sahel où la désintégration de la Libye, la présence de groupes terroristes internationaux, la criminalité transnationale organisée et les différents trafics sont des **facteurs de déstabilisation qui jouent un rôle dans les lignes de conflit existantes et les exacerbent**. Il existe des clivages historiques entre le Sud, à la population dense, et le Nord, inaccessible et peu peuplé. Depuis l'indépendance en 1960, le Mali a connu plusieurs rébellions armées, suivies par des accords de paix non respectés.

En 2013, **le risque de voir les groupes armés reprendre le contrôle de l'ensemble du pays** a donné lieu à un engagement international sans précédent au Mali en vue de stabiliser le pays. À la demande du gouvernement malien et avec le soutien

du Conseil de sécurité des NU et de l'ensemble de la communauté internationale, la MINUSMA joue un rôle civil et militaire essentiel dans le processus de paix malien et poursuivra cette mission à l'avenir.

Après un long processus, l'accord pour la paix a été signé en mai et juin 2015.

Cet accord vise à aborder les causes profondes importantes du conflit, comme les inégalités historiques, la faiblesse des forces de sécurité, l'exclusion et le manque de représentation, de même que la réconciliation et les besoins humanitaires immédiats. En revanche, d'autres causes profondes telles que la corruption ne sont pas prises en compte. **L'accord place le Mali devant une occasion unique de bâtir un pays pacifié**, qui sera au centre des efforts de stabilisation et de développement dans les prochaines années. Le Mali couvre une superficie plus

de 25 fois supérieure à celle du Danemark, mais sa population est seulement 3 fois plus importante. Il est extrêmement difficile d'assurer un contrôle efficace de territoires aussi vastes, en raison de la faiblesse des forces de sécurité. **Par conséquent, la criminalité transnationale organisée va continuer d'alimenter le conflit et l'instabilité** et restera un obstacle crucial à la paix et au développement.

La situation humanitaire provoquée par le conflit violent demeure grave.

On dénombre en effet quelque 78 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, et 138 000 réfugiés maliens dans les pays voisins, à savoir au Niger, en Mauritanie et au Burkina Faso (2015). En outre, le Mali et l'ensemble de la région du Sahel sont régulièrement frappés par la sécheresse, et la malnutrition est endémique au Mali.

ENCADRÉ 3 ÉLÉMENTS CLÉS DE L'ACCORD D'ALGER POUR LA PAIX DE 2015

- Démobilisation des groupes armés et réintégration dans l'armée et la société maliennes
- Décentralisation complète au niveau régional et municipal, ainsi qu'une meilleure représentation au sein du système politique et administratif
- Efforts accrus en matière de développement dans le Nord
- Réconciliation et action humanitaire
- Un comité de surveillance avec une large participation internationale supervisera la mise en œuvre.

LA FRAGILITÉ DES STRUCTURES DÉMOCRATIQUES

Après la chute du régime autoritaire dans les années 1990, la démocratie et l'État de droit semblaient bien établis au Mali. **Toutefois, la crise de 2012 a révélé de profonds clivages au sein de la société malienne – également dans le Sud** – qui ont contribué à la désintégration apparemment soudaine de l'État, lorsque le gouvernement au pouvoir a été renversé par le coup d'État militaire. Des facteurs extérieurs et la rébellion dans le Nord ont servi de catalyseurs à la crise en 2012. Mais cette crise a également souligné que les années avec un déficit de **gouvernance et de faibles institutions démocratiques**, y compris la faible application de l'État de droit, le manque de capacités des forces de sécurité, la corruption et l'impunité endémiques, ont porté préjudice à la cohésion sociale et nationale et constitué un terrain fertile à l'instabilité.

Le processus de décentralisation qui a été lancé au Mali dans les années 1990 s'est essouffé dans les premières années du nouveau millénaire. Les principales raisons de cette situation sont l'hésitation des gouvernements antérieurs à céder le pouvoir et l'insuffisance des compétences et des ressources financières

accordées aux collectivités. **La réforme profonde en faveur de la décentralisation, prévue dans l'accord de paix, est une nouvelle opportunité importante** pour faire progresser la transition démocratique au Mali. L'avancement d'autres réformes clés, comme la réforme du secteur de la sécurité, la réforme du secteur judiciaire, et la réforme administrative, sera également essentiel pour restaurer la légitimité de l'État et renforcer la cohésion sociale.

Bien que le Mali ait ratifié la plupart des instruments internationaux et régionaux en matière des droits de l'homme, dont les droits des femmes et de l'enfant, il reste des défis majeurs, liés en particulier au conflit dans le Nord. Malgré certains progrès, les femmes et les filles sont encore largement privées de l'égalité des droits et des statuts, parmi lesquels le manque d'accès à leurs droits à la santé sexuelle et reproductive, ainsi que leur exclusion de la prise de décision politique et des activités économiques. Vu l'ampleur des violations des droits de l'homme au Mali, ceux-ci doivent figurer au cœur du développement du pays.

PRIS DANS LE CERCLE VICIEUX DE LA PAUVRETÉ

Le Mali est classé 176e sur les 188 pays de l'Indice de Développement humain. Il ne devrait atteindre que trois des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), à savoir l'élimination de la faim, le combat contre le VIH/SIDA et l'accès à l'eau potable. Il est peu probable qu'il satisfasse à d'autres OMD. Plus de 50% de la population malienne vit avec moins de 1,25 USD par personne et par jour.

Avec une croissance démographique de 3% par an, **la population doublera en 24 ans et les taux de croissance actuels sont insuffisants pour lutter efficacement contre la pauvreté.** Quelque 70% de la population ont moins de 30 ans et, selon les estimations, environ 300 000 jeunes gens arrivent chaque année sur un marché de l'emploi qui offre peu d'opportunités. Avec une population aussi jeune, le Mali doit faire face à de nombreux défis liés à la lutte contre la pauvreté et à la création de conditions favorables à la croissance et à l'emploi pour ne pas s'exposer à l'agitation sociale, à la criminalité, à la radicalisation et à la migration irrégulière. Le Mali n'a pas encore amorcé la transition démographique qui, dans d'autres pays sub-sahariens, a produit un dividende

démographique découlant d'une augmentation de la population en âge de travailler. Néanmoins, le potentiel du dividende démographique constitue aussi une opportunité importante, s'il est réalisé.

La migration pour des raisons économiques est une réponse traditionnelle au manque d'opportunités dans les pays les plus pauvres de l'Afrique de l'Ouest, et le Mali ne fait pas exception à cette règle. La plupart des migrants maliens se déplacent vers les pays voisins plus riches, le long du littoral africain ou vers les pays du Maghreb. Les populations circulent librement dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest. Le Mali profite de l'émigration d'une grande partie de ses jeunes au chômage, ainsi que des transferts de fonds importants qui dépassent les flux de l'aide au développement. Après l'effondrement de la Libye, de nouvelles routes vers l'Europe se sont ouvertes à partir de la région de l'Afrique de l'Ouest, à travers le Mali et le Niger. Ainsi, le Mali est à la fois une source de migrants et un pays de transit pour les migrations vers l'Europe. Les trafiquants d'êtres humains jouent un rôle de plus en plus important dans le transport des personnes à travers le périlleux désert du Sahara, la Libye et la Méditerranée

L'économie malienne est fortement dépendante du coton et des minerais, qui constituent ses principaux produits d'exportation, et est donc très sensible aux prix des marchés mondiaux. Le secteur privé formel du Mali représente moins de 40 000 emplois. La majorité des entreprises du secteur privé ont la forme d'entreprises familiales informelles qui offrent peu de possibilités de sortir d'une économie de subsistance.

La dépendance de l'économie vis-à-vis des activités de l'agriculture pluviale reste un défi structurel en raison de la variation des conditions climatiques et des effets du changement climatique. Le secteur agricole est caractérisé par sa faible productivité, due à l'inexistence d'un régime foncier fiable, à l'existence de services de développement agricole disposant de moyens limités et à la difficulté d'accéder au crédit. La transformation des produits agricoles reste limitée.

En dépit des mesures adoptées par le gouvernement pour améliorer le climat des affaires, **le rapport « Doing Business » 2015 de la Banque mondiale classe le Mali au 146e rang sur 189 pays.** Les facteurs restrictifs sont notamment l'accès insuffisant au crédit, la lourdeur des procédures réglementaires et fiscales, la corruption et la non-conformité des produits nationaux aux normes internationales.

5

OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PARTENARIAT ENTRE LE DANEMARK ET LE MALI

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1

COEXISTENCE PACIFIQUE, STABILITÉ ET SÉCURITÉ

La stabilité du Mali et sa capacité à protéger son peuple des conflits et des chocs, ainsi que la résilience de ses populations sont essentielles et constituent **une première condition pour le déploiement d'initiatives destinées à réduire la pauvreté, renforcer la transition démocratique et ouvrir la voie à une croissance économique inclusive et durable.**

Un objectif stratégique pour le Danemark vise à promouvoir la coexistence pacifique

et à accroître la stabilité et la sécurité.

L'objectif indique que le conflit qui agite actuellement le Nord du Mali doit être contenu. La propagation de la radicalisation, ainsi que des groupes extrémistes criminels et violents, doit être contrecarrée. L'impact (humanitaire) d'une éventuelle propagation aux pays voisins pourrait être désastreux pour la région et avoir d'importantes retombées pour l'Europe. Le cadre stratégique national du Mali et l'accord d'Alger pour la paix offrent des possibilités d'aborder un grand nombre des causes sous-jacentes qui se cachent derrière les défis multidimensionnels du Mali. L'objectif est conforme à l'Objectif 5 (Parvenir à l'égalité entre les sexes et

autonomiser toutes les femmes et les filles) et à l'Objectif 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place des institutions efficaces) de l'Agenda 2030 pour le développement durable des Nations unies.

Un Mali sûr, stable et pacifique nécessitera un effort concerté de la part du gouvernement malien et de la communauté internationale. **Le Danemark coopérera avec des partenaires de même sensibilité pour maintenir la focalisation de la communauté internationale sur le Mali et faire avancer le processus de paix.**

Les partenaires internationaux clés seront l'UE pour continuer à mettre l'accent sur les réformes politiques, la MINUSMA, la France dont l'opération Barkhane sera décisive pour contrer l'extrémisme violent, les missions de formation du secteur de la sécurité militaire et civile de l'UE au Mali (EUTM Mali), l'EUCAP Sahel Mali et l'Union africaine, l'organisation G5 de la région et d'autres partenaires de même sensibilité.

Le Danemark s'appuiera sur ses expériences au niveau de l'approche de stabilisation intégrée, de sa contribution à la MINUSMA et à la mission EUCAP Sahel Mali, et de la perception du Danemark comme un pays engagé et capable de faciliter une coopération élargie dans les domaines de la politique, de la sécurité, de l'aide humanitaire et des efforts de développement à plus long terme. Conformément à la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des NU sur les femmes, la paix et la sécurité, **le Danemark continuera à accorder la priorité à la lutte contre la violence faite aux femmes et à soutenir le rôle des femmes dans la**

LE DANEMARK S'ENGAGE À :

- S'efforcer de maintenir l'engagement national, régional et international en faveur du processus de paix au Mali à travers une diplomatie active, notamment par une coopération étroite avec l'UE, mais aussi avec les NU et d'autres partenaires internationaux clés.
- Utiliser tous les instruments pour aider la MINUSMA à jouer son rôle clé dans le processus de paix et de stabilisation, y compris à travers des déploiements militaires et civils.
- Renforcer l'engagement dans des domaines clés, importants pour la stabilisation du Mali et du Sahel, comme l'amélioration de la sécurité, la lutte contre l'extrémisme violent, la prévention et la résolution des conflits, la réconciliation, la réintégration des personnes déplacées, ainsi que la promotion et la protection des droits de l'homme.
- S'employer activement à relever les défis liés à la migration irrégulière et au trafic d'êtres humains, p. ex. en améliorant la sécurité dans les régions frontalières.
- Soulager les besoins humanitaires et contribuer à améliorer la protection des personnes touchées par les conflits, les crises et les catastrophes, en mettant l'accent sur le renforcement de la résilience des groupes vulnérables.

construction de la paix. En outre, un lien plus étroit entre l'aide humanitaire et la coopération au développement sera essentiel pour atteindre un niveau plus élevé de résilience et créer des solutions durables pour permettre aux groupes vulnérables de mener une vie digne.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2

GOVERNANCE DÉMOCRATIQUE ET INCLUSIVE

Les inégalités économiques et l'exclusion politique sont à l'origine des ressentiments historiques contre l'État, notamment parmi les communautés du Nord. **Un État légitime doit être fondé sur les valeurs démocratiques, la transparence, l'État de droit et l'inclusion.** La gouvernance démocratique permettrait d'endiguer les éventuels conflits internes

au Mali, de gérer les tendances à la fragmentation et de neutraliser les conflits d'intérêts socio-économiques.

Un objectif stratégique pour le Danemark vise à renforcer la gouvernance démocratique et inclusive et à multiplier le nombre de mécanismes à travers lesquels le peuple malien peut participer à la gouvernance et demander des comptes à son gouvernement, tant local que national. Les failles de la démocratisation et de la décentralisation sont les causes principales de l'échec des accords de paix antérieurs. La participation accrue des acteurs démocratiques et leur contrôle de l'engagement de l'État dans les efforts de développement et de réduction de la pauvreté, seront décisifs pour renforcer la légitimité de l'État et jeter les bases d'un pays plus stable. L'objectif est conforme à l'Objectif 5 (Parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser toutes les

femmes et les filles) et à l'Objectif 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place des institutions efficaces) de l'Agenda 2030 pour le développement durable des Nations unies.

En particulier, le faible niveau de participation aux processus démocratiques est une préoccupation majeure et un obstacle à l'approfondissement ultérieur de la démocratie au Mali. Même si les lois et le système permettent une plus grande implication des citoyens, les incitations à la participation à la gouvernance décentralisée ne sont pas encore concrétisées. L'accord d'Alger pour la paix, qui bénéficie d'un large soutien, constitue un mandat solide et **une nouvelle possibilité d'améliorer la représentativité et le fonctionnement des processus démocratiques et des institutions d'État au Mali.**

Le renforcement de la gouvernance démocratique exige **un effort concerté de la part du gouvernement malien, de sa société civile et de ses partenaires de développement internationaux**, y compris l'UE, l'Allemagne et la Belgique, en tant que partenaires clés soutenant le processus de décentralisation malien. Le Danemark mettra à profit son expérience de collaboration au niveau national avec le gouvernement et l'Assemblée nationale, ainsi que ses expériences acquises dans le renforcement des mécanismes de prestation des services publics décentralisés et de la capacité de la société civile à participer à et à assurer une plus grande responsabilisation.

LE DANEMARK S'ENGAGE À :

- Promouvoir la gouvernance légitime, ainsi que le renforcement de la cohésion sociale, en mettant notamment l'accent sur la volonté d'assurer la participation des personnes pauvres et des populations les plus vulnérables, y compris les femmes et les jeunes, aux processus démocratiques.
- Aider le gouvernement malien à mettre en œuvre les réformes liées à la décentralisation, tout en contribuant à assurer l'amélioration de la prestation de services pour la population.
- Contribuer au renforcement de la société civile et chercher à impliquer activement les acteurs locaux afin de mettre progressivement en place la transparence, la redevabilité et la cohésion entre l'État et la société, qui peuvent assurer la légitimité des processus politiques et l'accord sur les objectifs communs.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 3

CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCLUSIVE ET DURABLE

Prenant acte du lien entre sécurité et développement, il faut préciser que **les progrès enregistrés en matière de paix et de sécurité ne seront maintenus que s'ils s'accompagnent d'une croissance économique inclusive et durable.**

L'importante population jeune doit être considérée comme une ressource et sa résilience au crime, à l'extrémisme violent ou à la migration doit être renforcée en lui offrant de meilleures alternatives. De même, la réintégration des personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur du pays dans l'économie malienne, revêt une importance primordiale.

Un objectif stratégique pour le Danemark vise à promouvoir la croissance économique inclusive et durable. Cet objectif est une réponse au besoin du Mali à une longue période de croissance économique inclusive et durable pour faire face efficacement aux principaux défis, tels que la montée en flèche du chômage, le mécontentement socio-politique croissant et le financement des plans de développement nationaux. L'objectif est conforme à l'Objectif 1 (Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde), à l'Objectif 5 (Parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) et à l'Objectif 8 (Promouvoir croissance économique soutenue, plein emploi productif et travail décent pour tous) de l'Agenda 2030 pour le développement durable des Nations unies.

Le secteur privé malien doit jouer un rôle essentiel dans la réalisation de cet objectif. Non seulement en tant que source de revenu et d'emploi, mais aussi en favorisant une diversification de l'économie, en réduisant la dépendance par rapport à l'agriculture pluviale et la volatilité des cours de l'or et du coton, et en fournissant une assiette fiscale. **Le gouvernement malien devra proposer des politiques cohérentes et un environnement favorable** qui soutiennent les activités de production et la création d'emplois décents, tout en assurant la poursuite de la croissance économique, sans compromettre les opportunités des futures générations. Le Danemark tirera

parti de son expérience du soutien au développement du secteur privé malien basé sur une approche de chaîne de valeur.

Malgré des conditions de marché difficiles, des possibilités importantes existent et les entreprises danoises peuvent être, à l'avenir, davantage enclines à investir et travailler au Mali. **En fonction de la demande, le Danemark encouragera et soutiendra les activités des entreprises danoises au Mali**, ainsi que les activités économiques dano-maliennes par le biais de la diplomatie économique et de la coopération au développement.

LE DANEMARK S'ENGAGE À :

- Soutenir la lutte contre la pauvreté au Mali et la création d'un développement durable à travers la croissance verte, l'augmentation des revenus et des offres d'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes, y compris le soutien à la réintégration des personnes touchées par le conflit dans l'économie malienne.
- Promouvoir l'intégration du Mali dans le marché régional et mondial, ainsi que la mise en place d'un environnement favorable au secteur privé et aux investissements étrangers directs, notamment en encourageant les partenariats publics-privés innovants susceptibles de doper la croissance en faveur des pauvres.
- Promouvoir les politiques axées sur le développement qui soutiennent les activités de production, la création d'emplois décents, l'esprit d'entreprise, la créativité et l'innovation, et encouragent la formalisation et la croissance des microsociétés et des petites et moyennes entreprises.
- Contribuer à atténuer la migration irrégulière grâce à la croissance économique, y compris la création d'emplois.
- Répondre à la demande de soutien et de promotion des relations économiques entre les entreprises danoises et le Mali.

6 RISQUES ET SCÉNARIOS

Le Mali reste exposé à de nombreux risques et vulnérabilités, dont certains relèvent de problèmes régionaux généralisés liés au changement climatique, à la prolifération des armes, au trafic de drogue, au terrorisme, aux conséquences des conflits internes et externes, aux épidémies et endémies, à l'instabilité politique, à la crise économique et financière, à la forte croissance démographique, etc. Durant la période concernée, tous les risques et vulnérabilités peuvent, séparément ou en différentes combinaisons, avoir une influence sur les possibilités du Danemark à réaliser sa vision globale et ses objectifs stratégiques .

Les principaux risques spécifiques qui nécessitent une attention particulière sont les suivants :

- Détérioration de l'engagement en faveur de l'application de l'accord d'Alger pour la paix due à une ou plusieurs parties, conduisant à l'échec du processus de paix et à la recrudescence de la violence ;
- Incapacité d'obtenir des avantages concrets pour les communautés du Nord dans des délais raisonnables, débouchant sur une augmentation de la méfiance et corroborant les arguments des « fauteurs de troubles » ;

- Une réduction de la puissance des forces de sécurité internationales et maliennes dans le Nord, offrant aux acteurs la possibilité de multiplier les activités violentes et aboutissant ainsi à une augmentation de l'insécurité et à l'absence de protection pour les civils ;
- Détérioration de la gouvernance démocratique et de la légitimité du gouvernement, entraînant une montée de l'instabilité politique ;
- Une instabilité accrue dans les pays voisins du Mali ayant une influence négative sur la situation politique, sécuritaire et économique au Mali.

La stratégie nationale repose sur trois principaux scénarios (cf. encadré 4) qui guideront l'engagement du Danemark vis-à-vis du Mali au cours de la période concernée. Les trois scénarios ou une combinaison de ceux-ci sont considérés comme probables et peuvent, en principe, devenir réalité, soulignant ainsi la fragilité de la situation et la nécessité de se fixer des ambitions réalistes et de maintenir une certaine souplesse.

ENCADRÉ 4

LES TROIS PRINCIPAUX SCÉNARIOS POUR LE MALI

Scénario 1 : statu quo. Ce scénario part du principe que le futur immédiat ressemblera au passé. À l'instar des accords de paix précédents, le dernier accord n'apportera pas une paix durable pour diverses raisons. De nouvelles étincelles et le non-respect des accords essentiels maintiendront le clivage Nord-Sud en l'état avec des flambées de violence régulières et les difficultés d'accès au Nord qui en résultent. Comme l'insécurité gagnera progressivement du terrain dans le Sud, les régions du Nord seront abandonnées en termes de gouvernance, de services publics et d'État de droit.

Réponse stratégique : *le Danemark maintiendra l'équilibre entre les trois objectifs stratégiques en mettant l'accent sur la nécessité de relever les défis liés à la sécurité, tout en s'efforçant de renforcer la gouvernance démocratique et en jetant les bases d'une croissance économique inclusive et durable.*

Scénario 2 : vers la stabilité.

L'application de l'accord de paix jette les bases politiques et sécuritaires nécessaires pour renforcer la sécurité et poursuivre le processus vers la stabilité. L'intégration de l'armée malienne sera une réussite lorsque les populations du Nord ne la considéreront plus comme une force d'occupation. La confiance entre le Nord et le Sud grandit, tout comme la croyance en une paix durable. La légitimité de l'État malien s'accroît à mesure que la représentation du Nord dans les principales institutions de l'État augmente, que la décentralisation et la démocratie avancent, et que les prestations des services publics s'améliorent sensiblement. Les réformes du gouvernement, conjuguées à l'augmentation de la stabilité et à l'amélioration progressive de l'accès, sont sources d'optimisme et créent un environnement plus favorable aux activités économiques, y compris aux investissements étrangers directs. Les conditions essentielles qui permettront le déroulement de ce scénario sont notamment un fort leadership et une volonté ferme d'appliquer l'accord de paix, ainsi qu'un soutien continu de la communauté internationale. Même si ces conditions sont respectées, une menace sera constamment présente à cause de la présence de « fauteurs de troubles ».

Réponse stratégique : *le Danemark se concentrera de moins en moins sur la coexistence pacifique, la stabilité et la sécurité, tout en mettant de plus en plus l'accent sur la gouvernance démocratique et la croissance économique inclusive et durable. L'amélioration de la stabilité et de l'accès permettront d'intensifier les activités de renforcement des capacités à long terme dans le Nord du Mali. Par ailleurs, les instruments visant à promouvoir les relations commerciales peuvent s'avérer de plus en plus utiles.*

Scénario 3 : augmentation de

l'insécurité. Le Nord du Mali reste le lieu de convergence de la dynamique de déstabilisation de la région, exacerbant ainsi les menaces pour la paix et la sécurité à la fois au Nord et au Sud. Les « fauteurs de troubles », comme les terroristes, le crime organisé et les groupes armés, qui ne sont pas des parties prenantes à l'accord de paix, augmentent leurs activités dans le but de maintenir un Mali divisé et instable, où leurs activités peuvent prospérer. Vu l'augmentation du niveau d'activité, l'immensité du territoire malien et la nature asymétrique du conflit, les forces de sécurité maliennes, la MINUSMA et la mission française Barkhane sont débordées et, en conséquence, l'insécurité et les déplacements – et éventuellement la migration irrégulière – augmentent. Comme la confiance de la population en l'État s'est érodée, les leaders religieux peuvent être tentés d'entrer en politique pour combler le vide, ce qui peut à son tour menacer la nature séculière de l'État malien, ou encore les militaires peuvent chercher à profiter de la situation pour fomenter un coup d'État.

Réponse stratégique : *le Danemark mettra davantage l'accent sur l'objectif de la coexistence pacifique, la stabilité et la sécurité. Cela impliquera une utilisation accrue d'instruments destinés à améliorer la sécurité, à assurer la protection des civils, à répondre aux besoins humanitaires et à promouvoir la stabilité. Les problèmes d'accès à certaines parties du pays et la nécessité de répondre immédiatement aux besoins en matière de sécurité peuvent compliquer l'évaluation des activités.*

7 SUIVI ET ÉVALUATION

Le Danemark suivra les progrès accomplis dans la réalisation de la vision globale et des objectifs stratégiques à travers des examens au niveau stratégique et le dialogue avec le gouvernement et les partenaires. Il assurera également un suivi et une analyse des évolutions des indicateurs clés et des facteurs de risque. Les évolutions des facteurs clés de risque seront suivies sur la base d'un dialogue continu avec le gouvernement malien, la société civile et les partenaires régionaux et internationaux, et utilisées en vue d'évaluer et, si nécessaire, d'adapter la composition des objectifs et des instruments stratégiques, et l'équilibre entre ceux-ci.

ANNEXE 1

DONNÉES CLÉS

DONNÉES CLÉS SOCIALES				
	UNITÉ	VALEUR	ANNÉE	SOURCE
Superficie	km ²	1 240 192,0	2015	WDI
Population	millions	15,7	2014	WDI
Proportion de la population âgée de moins de 15 ans	%	47,3	2013	OMS
Croissance démographique	%	3,0	2013	WDI
Taux de fécondité, au total (naissances par femme)	Enfant	7,0	2013	WDI
Espérance de vie à la naissance	Années	55,0	2013	WDI
Taux d'alphabétisation des adultes (15 ans et plus)	%	33,4	2013	IDH
Indice de Développement humain (IDH)	Classement sur 185 pays	176 (développement humain faible)	2014	IDH
Coefficient de GINI	Points	33,0	2014	IDH
Indice Institutions Sociales et Égalité hommes-femmes ¹	Points	0,5164 (catégorie très élevée)	2014	OCDE
DONNÉES CLÉS ECONOMIQUES				
PIB	USD / milliards	12,0	2014	WDI
Croissance économique annuelle (% du PIB)	%	7,2	2014	GBM
RNB, méthode Atlas	USD	11 314 792,2	2014	WDI
RNB par habitant, méthode Atlas	USD	720	2014	WDI
SECTEURS ÉCONOMIQUES (% DU PIB)				
– Agriculture, valeur ajoutée	%	42	2012	WDI
– Industrie, valeur ajoutée	%	23	2012	WDI
– Services, valeur ajoutée	%	35	2012	WDI
Dépenses en santé (% du PIB)	%	7,1	2013	OMS
Dépenses militaires	% du PIB	1,0	2013	WDI
Revenus fiscaux	% du PIB	16,0	2013	WDI
Investissements étrangers directs (entrées nettes, BDP)	USD	307 85 389,0	2013	WDI
Aide publique au développement (APD) allouée aux pays en développement sans littoral	% du RNB	13,4	2013	OMD
Service de la dette totale (% des exportations de biens, de services et de revenus)	%	2,0	2011	WDI
Indice de la facilité de faire des affaires	Classement sur 189 pays	146	2015	GBM

AUTRES DONNÉES CLÉS	UNITÉ	VALEUR	ANNÉE	SOURCE
Indice de perception de la corruption (IPC)	1-100 points	32,0 (115 ^e sur 176 pays)	2014	TI
Indice des États fragiles	Points	93,0 (30 ^e sur 178 pays. Niveau d'alerte)	2014	FPP
INDICE DE LA LIBERTÉ DANS LE MONDE (SUR UNE ÉCHELLE DE 1-7 POINTS. 1 = LE PLUS LIBRE, 7 = LE MOINS LIBRE)				
– Indice de la liberté (points 1-7. 1 = le plus libre, 7 = le moins libre)	Points	4,5	2015	FH
– Indice de droits politiques (points 1-7. 1 = le plus libre, 7 = le moins libre)	Points	5,0	2015	FH
– Indice des libertés civiles (points 1-7. 1 = le plus libre, 7 = le moins libre)	Points	4,0	2015	FH
Personnes déplacées à l'intérieur du pays	Personnes	78 000	2015	UNHCR
Réfugiés classés par pays d'origine (principalement répartis entre les camps de réfugiés en Mauritanie, au Burkina Faso et au Niger)	Personnes	138 000	2015	UNHCR
PERCEPTION DE LA GOUVERNANCE				
L'opinion publique malienne préférant la démocratie aux autres régimes politiques	%	75,0	2015	ABM
L'opinion publique malienne préférant un pays unifié	%	92,0	2015	ABM
L'opinion publique malienne qui est d'avis que les individus impliqués dans des atteintes aux droits de l'homme doivent faire l'objet d'une interdiction à vie d'accéder à tout poste élu	%	87,0	2015	ABM

¹ L'indice d'OCDE sur la discrimination contre les femmes et les filles dans les institutions sociales formelles et informelles. Le Mali est placé dans la catégorie « discrimination très élevée ».

SOURCES:

ABM	Afrobaromètre
FH	Freedom House
FPP	Fonds pour la Paix
GBM	Groupe de la Banque mondiale
IDH	Indice de Développement humain
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations unies
OMS	Organisation mondiale de la Santé
TI	Transparence Internationale
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
WDI	Indicateurs de développement dans le monde

ANNEXE 2

LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT BILATÉRALE DU DANEMARK AU MALI

Le programme de transition en cours (2015-2016) comporte un appui à quatre programmes thématiques : (I) Promotion d'appui à la croissance économique et promotion de l'emploi stimulées par le secteur privé (PACEPEP), (II) Programme d'appui dano-suédois au programme sectoriel eau et assainissement (PADS-PROSEA), (III) Promotion Démocratie, Paix et Réconciliation et (IV) Appui budgétaire général (ABG).

Le programme thématique pour la **Promotion de la démocratie, de la Paix et de la Réconciliation (2015 – 2016)** a pour objet de promouvoir un environnement favorable à la démocratie, la paix et la réconciliation au Mali afin de renforcer la résilience de la population malienne face aux crises actuelle et futures. Le programme vise à consolider les résultats réalisés dans le cadre du programme précédent sur la bonne gouvernance (2009 – 2014) en renforçant les capacités du parlement malien, en améliorant l'accès à la justice à travers les parajuristes, et en soutenant le processus de paix et de réconciliation. Le budget du programme est de 55 millions de DKK.

Le programme thématique pour la **Promotion d'emploi stimulée par le secteur privé II (2013 – 2018)** a pour objet de soutenir la croissance économique inclusive par la génération de revenus et la promotion de l'emploi sous l'impulsion du secteur privé, en ciblant principalement une série de filières agricoles et intervenant dans quatre régions du Mali. Le programme s'articule autour de trois

composantes : le renforcement de la compétitivité des acteurs du secteur privé en facilitant l'accès des entreprises aux services de développement et au financement, le développement des infrastructures économiques pour favoriser la production et l'accès au marché et la compétitivité des secteurs économiques porteurs par une formation professionnelle axée sur l'emploi. Le budget du programme est de 300 millions de DK.

Le programme thématique pour l'**Amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement (2010 – 2016)** a pour objet de réduire les dépenses liées à l'eau des ménages et de réduire les maladies hydriques permettant ainsi d'avoir plus de temps pour des occupations utiles. Sa stratégie est axée sur quatre priorités : (i) assurer l'accès à l'eau potable grâce à des infrastructures d'hydraulique rurale et urbaine, (ii) améliorer la situation sanitaire par l'accès à des latrines publiques, (iii) assurer la pérennité des infrastructures en renforçant les capacités de gestion et (iv) assurer un accès plus équitable à l'eau potable à un coût bas, en particulier pour les ménages pauvres. Le budget du programme pour la période est de 415 millions de DKK.

Le programme thématique **Appui budgétaire général/Contrat de développement (2015 – 2016)** a pour objectif global la réduction de la pauvreté et la promotion des droits de l'homme. Cet appui est accordé en étroite collaboration avec le contrat d'appui à la consolidation de

l'État du Mali de l'UE. L'objectif immédiat est de permettre au gouvernement de faire face au contexte actuel et répondre aux besoins de la population malienne, et de favoriser une approche privilégiant les pauvres dans ses plans, budgets et dépenses, cet élément étant considéré comme un préalable indispensable à la réduction de la pauvreté et à la stabilité à long terme. Le budget s'élève à 40 millions de DKK.

Outre les programmes thématiques, les activités comprennent un programme pour la région du Sahel, un nombre restreint de projets stratégiques sous l'égide de l'Autorité de subvention locale ainsi que la promotion de la coopération culturelle et de l'esprit d'entreprise en vue de créer des activités culturelles basées sur le revenu. Le Danemark contribue par ailleurs à la lutte contre la crise par une **aide humanitaire**, celle-ci étant axée sur les personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'autres communautés touchées au Mali et les réfugiés maliens dans les pays voisins, en particulier au Niger. En octobre 2015, le Danemark a consenti 26,9 millions de DKK au titre de l'aide humanitaire. Le Mali restera aussi en 2016 un pays bénéficiaire prioritaire pour l'aide humanitaire danoise.

ANNEXE 3

APERÇU DES PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES OMD AU MALI

INDICATEURS DES OMD	NIVEAU PRÉCÉDENT	NIVEAU ACTUEL	OMD 2015	PROBABILITÉ DE RÉALISATION
OBJECTIF 1 : ÉLIMINER L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM				
Proportion de la population disposant de moins de 1,25 USD par jour (%)	85,9 (1994)	50,6 (2010)	41,9	Peu probable
Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique	16,7 (1991)	5,0 (2015)	8,3	Probable
OBJECTIF 2 : ASSURER L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS				
Taux net de scolarisation dans le primaire (% des enfants en âge d'être scolarisés)	47,2 (1999)	68,8 (2013)	100,0	Peu probable
Taux d'alphabétisation des 15-24 ans, femmes et hommes	24,2 (1998)	47,1 (2011)	100,0	Peu probable
OBJECTIF 3 : PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES				
Indice de parité des sexes pour le taux brut d'inscription dans l'enseignement primaire	0,61 (1990)	0,88 (2012)	1,00	Peu probable
Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national (chambres uniques ou chambres basses) (%)	2,3 (3 sur 129) (1997)	9,5 (14 sur 147) (2015)	50,0 (73 sur 147)	Peu probable
OBJECTIF 4 : RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE				
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (décès pour 1 000 naissances vivantes)	254,2 (1990)	122,7 (2013)	84,8	Peu probable
OBJECTIF 5 : AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE				
Taux de mortalité maternelle (décès maternels pour 100 000 naissances vivantes)	1 100,0 (1990)	550,0 (2013)	275,0	Peu probable
Couverture des soins prénatals (au moins quatre visites) (%)	25,8 (1996)	34,9 (2010)	100,0	Peu probable
OBJECTIF 6 : COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES				
Taux d'incidence du VIH (nombre de nouvelles infections au VIH par an pour 100 personnes âgées de 15 à 49 ans)	0,16 (2001)	0,03 (2013)	<0,16	Probable
Taux de mortalité due à la tuberculose par an par 100 000 habitants	19,0 (1990)	10,0 (2013)	19,0	Probable

INDICATEURS DES OMD	NIVEAU PRÉCÉDENT	NIVEAU ACTUEL	OMD 2015	PROBABILITÉ DE RÉALISATION
OBJECTIF 7 : ASSURER UN ENVIRONNEMENT DURABLE				
Inverser la tendance à la déperdition de zones forestières. Proportion de superficies boisées (%)	11,5 (1990)	10,2 (2010)	>11,5	Peu probable
Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée (%)	27,1 (1990)	77,0 (2015)	63,5	Probable
Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées (%)	14,1 (1990)	24,7 (2015)	57,0	Peu probable
OBJECTIF 8 : METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT				
Nombre d'utilisateurs d'Internet, pour 100 habitants	0,00 (1990)	7,0 (2014)		
Abonnés à un service de téléphonie mobile, pour 100 habitants	0,00 (1990)	149,02 (2014)		
Aide publique au développement (APD) allouée aux pays en développement sans littoral en pourcentage de leur RNB	19,92 (1990)	13,42 (2013)		

DANEMARK – MALI
DOCUMENT DE POLITIQUE PAYS
2016–2021
Février 2016

Edition:
Ministère des Affaires Étrangères du Danemark
Asiatisk Plads 2
DK-1448 Copenhague K
Danemark

Téléphone +45 33 92 00 00
Fax +45 32 54 05 33
E-mail um@um.dk
Internet www.um.dk

Design: BGRAPHIC
Photo: Marc Vaillant

Cette publication peut être téléchargée:
www.danida-publikationer.dk

Reproduction libre.

ISBN 978-87-7087-920-0 (PDF version)
ISBN 978-87-7087-921-7 (HTML version)

